

C) FRUITS ET LEGUMES

LE CONSEIL A APPROUVE A LA MAJORITE QUALIFIEE LE REGLEMENT SUR LE MODE DE CALCUL DES AIDES A LA PRODUCTION POUR LES FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES, CE QUI PERMETTRA LA MISE EN APPLICATION DES DECISIONS PRISES RECEMMENT DANS LE CADRE DU DERNIER (PAQUET). PAR CONTRE, CONCERNANT L ADAPTATION DE L ACQUIS COMMUNAUTAIRE DANS LE SECTEUR DES FRUITS ET LEGUMES FRAIS, LE CONSEIL ' AFFAIRES GENERALES ' DE LUNDI PROCHAIN DISCUTERA DES PERSPECTIVES DE MISE EN VIGUEUR EN RAISON DES LIAISONS QUI ONT ETE ETABLIES ENTRE CES REFORMES INTERNES ET LE DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS D ADHESION SUR LE CHAPITRE AGRICOLE.

D) VIN

M. DALSAGER A FAIT UNE DECLARATION SUR LA SITUATION DU MARCHÉ DU VIN DANS LA COMMUNAUTE QU'IL JUGE TRES PREOCCUPANTE DU FAIT NOTAMMENT DES PRIX QUI DEMEURENT TRES BAS MALGRE LES MESURES PRISES ET ALORS QUE LES CREDITS PREVUS ONT DEJA ETE DEPASSES.

2.2 CONSEIL TRANSPORTS (10 MAI)

A) INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

LA REPARTITION DES CREDITS DE SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS AU TITRE DES BUDGETS 1983 (15 MIO ECU) ET 1984 (80 MIO ECU) A ETE ADOPTEE SANS MODIFICATION.

POUR LA POLITIQUE A MOYEN TERME, LE CONSEIL, PRENANT EN CONSIDERATION LE RECENT MEMORANDUM DE LA COMMISSION, A INVITE CELLE-CI A LUI REMETTRE ENCORE CETTE ANNEE UN PROGRAMME INDICATIF DE PROJETS, UN ENSEMBLE DE CRITERES OBJECTIFS A APPLIQUER PAR LE COMITE DES INFRASTRUCTURES, DES MODALITES D ASSOCIATION DE FINANCEMENTS COMMUNAUTAIRES S AJOUTANT AUX MOYENS NATIONAUX.

B) CONTINGENT COMMUNAUTAIRE

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU CONTINGENT POUR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE ET CECI POUR UNE PERIODE DE 5 ANS : 30 O/O POUR 1985, 15 O/O POUR LES 4 ANNEES SUIVANTES. LE PROCESSUS ULTERIEUR CONDUISANT A LA LIBERALISATION DU TRANSPORT ROUTIER SERA DEFINI ULTERIEUREMENT.

C) COOPERATION FERROVIAIRE

LE CONSEIL A ADOPTE UNE RECOMMANDATION CONCERNANT LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION DES ENTREPRISES NATIONALES. LES RESEAUX DEVRONT PRESENTER D'ICI LA FIN DE L'ANNEE UN PROGRAMME D ACTION.

APRES AVOIR ENREGISTRE DES PROGRES SIGNIFICATIFS A CE STADE SUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX DISPOSITIONS SOCIALES DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS, AUX POIDS ET DIMENSIONS DES VEHICULES ROUTIERS ET A LA SECURITE ROUTIERE, SERONT REPRIS AU PROCHAIN CONSEIL AVANT LA FIN DE L'ANNEE.

DANS CETTE PERSPECTIVE, LE CONSEIL A CONSTITUE UN GROUPE DE TRAVAIL DE HAUT NIVEAU AFIN DE LUI PRESENTER DES SUGGESTIONS REpondant AUX ORIENTATIONS PREPAREES PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE MARS ET VISANT A FIXER EN PARTICULIER LE CONTENU ET LES ECHEANCES DU PROCESSUS PARALLELE D'HARMONISATION ET DE LIBERALISATION DES TRANSPORTS ROUTIERS.



EN MATIERE DE TRANSPORT AERIEN, UN GROUPE DE HAUT NIVEAU A EGALEMENT ETE CONSTITUE QUI DEVRA FORMULER DES PROPOSITIONS VISANT A UNE PLUS GRANDE FLEXIBILITE DU SYSTEME ACTUEL FONDE SUR LES RELATIONS BILATERALES ENTRE ETATS ET SUR LA COOPERATION ENTRE LES COMPAGNIES AERIENNES DANS LE BUT D OBTENIR UNE EFFICACITE ECONOMIQUE ET SOCIALE ACCRUE.

2.3 COMITE PERMANENT DE L'EMPLOI (10 MAI)

(-----)
UN SEUL POINT MAJEUR A L'OJ DE LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES SOCIALES ET DES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS D EMPLOYEURS ET DE TRAVAILLEURS : LE CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ET LES MUTATIONS SOCIALES.

DANS LES CONCLUSIONS PUBLIEES A L'ISSUE DE LA RENCONTRE, L ACCENT EST MIS SUR LES POTENTIALITES OFFERTES PAR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE EN MATIERE D EMPLOI ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL ET SUR LA NECESSITE DE MAITRISER CES MUTATIONS AFIN D EVITER QUE L EQUILIBRE SOCIAL NE SOIT ROMPU. LA FORMATION ET

L INFORMATION DES TRAVAILLEURS, QUI SONT ANALYSEES EN DETAIL, SONT LES CONBITIONS DU SUCCES DE CES MUTATIONS.

LA COMMISSION A ETE INVITEE A DEVELOPPER OU A ENGAGER UNE SERIE DE TRAVAUX ET METTRE EN OEUVRE DES MESURES DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DES EXPERIENCES ET A AMELIORER L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMMUNAUTAIRES DE FACON A CONTRIBUER A LA MISE EN OEUVRE D UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE NOVATRICE PROPRE A REPENDRE AUX CONSEQUENCES SOCIALES DES MUTATIONS.

CES CONCLUSIONS SERONT SOUMISES SUCCESSIVEMENT AUX MINISTRES DE L EDUCATION (21 MAI), DES AFFAIRES SOCIALES (7 JUIN) ET SANS DOUTE DE L INDUSTRIE DANS LA PERSPECTIVE DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 NEGOCIATIONS ACP-CEE (FIDJI 3/5 MAI)

(-----)
LA 3E SESSION MINISTERIELLE ETAIT PRESIDEE PAR MM. CHEYSSON ET SHEARER. LA COMMISSION ETAIT REPRESENTEE PAR M. PISANI. HUIT ETATS MEMBRES ETAIENT REPRESENTES AU NIVEAU MINISTERIEL.

LA CONFERENCE S EST DEROULEE DANS UN CLIMAT TRES CONSTRUCTIF. ELLE A PERMIS D'ENREGISTRER DES PROGRES REELS SUR UN BON NOMBRE DE POINTS AINSI QUE DES RAPPROCHEMENTS SIGNIFICATIFS SUR D'AUTRES THEMES.

A) PROBLEMES GENERAUX

PARDI LES PROBLEMES GENERAUX OU DE NETS PROGRES SONT APPARUS, ON RETIENDRA :

- (- LE MAINTIEN DE L'ACQUIS,
- (- LES IMPLICATIONS DE L'ELARGISSEMENT,
- (- LA COHERENCE ENTRE LES POLITIQUES INTERNES DE LA COMMUNAUTE ET LA POLITIQUE DE LOME,
- (- LA DIMENSION POLITIQUE DE LA CONVENTION, LA CONFERENCE AYANT MARQUE SON ACCORD POUR QUE TOUTES QUESTIONS POUVANT AFFECTER DIRECTEMENT LA MISE EN OEUVRE DE SES OBJECTIFS, PUISSENT ETRE



SOULEVEES DANS SES INSTITUTIONS,
(-UN EXAMEN CONJOINT PREALABLE A TOUS PROBLEMES
D'INTERPRETATION DE LA CONVENTION,
(- LE TRAITEMENT RESERVE AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS ET AUX
ETUDIANTS ACP.

D'AUTRE PART, DES CLARIFICATIONS ONT ETE APPORTEES AUX
PROBLEMES DES DROITS DE L'HOMME ET AU ' POLICY DIALOGUE ' OU
DES PROPOSITIONS SONT ATTENDUES DE LA COMMUNAUTE.

B) PROBLEMES SECTORIELS

DES PROGRES IMPORTANTS ONT ETE ENREGISTRES SUR :
(- LA COOPERATION AGRICOLE Y COMPRIS LE THEME DE LA
DESERTIFICATION ET DE L'EQUILIBRE DES RESSOURCES NATURELLES,
(- LA COOPERATION INDUSTRIELLE ET MINIERE,
(- LA PECHE,
(- LES PRODUITS DE BASE AGRICOLES,
(- LES PROBLEMES INSTITUTIONNELS,
(- CERTAINS ASPECTS DE LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE,
NOTAMMENT LES OBJECTIFS ET LES PRINCIPES.

LA CONFERENCE A DONNE LIEU EGALEMENT A DES ECHANGES DE VUES
UTILES SUR :
(- LES CRITERES SUSCEPTIBLES DE PERMETTRE LA DETERMINATION DES
RESSOURCES FINANCIERES DE LA FUTURE CONVENTION (ETANT ENTENDU
QUE LA FIXATION DU VOLUME RELEVE DE LA COMPETENCE DE LA
COMMUNAUTE),
(- LE PROBLEME DE LA DETTE EXTERIEURE DES ACP.

PARDI LES POINTS QUI RESTENT ENCORE A APPROFONDIR
PARTICULIEREMENT, ON RETIENDRA LA FOURNITURE DE PRODUITS
AGRICILES DISPONIBLES, LE PROBLEME DE L'ACCES AU MARCHÉ DES
PRODUITS AGRICILES ACP RELEVANT DE LA PAC, L'ENCOURAGEMENT DES
INVESTISSEMENTS PRIVES, L'UTILISATION DES TRANSFERTS STABEX.

LA 4E CONFERENCE MINISTERIELLE DE NEGOCIATIONS SE TIENDRA A
LUXEMBOURG LES 28 ET 29 JUIN.

3.2 CONSEIL GESTION LOME II

(-----)
LE CONSEIL DES MINISTRES ACP-CEE A TENU A SUVA LE 2 MAI UNE
SESSION QUE L'ON PEUT QUALIFIER DE ROUTINE, ON EN RETIENDRA :
COOPERATION COMMERCIALE :
CONFIRMATION DE LA POSITION COMMUNAUTAIRE, A CE STADE, POUR LES
FRAISES, LES SONS DE BLE, L'AFLATOXINE, LA SURVEILLANCE DES
IMPORTATIONS DE ROSES ET OEILLETES.

SUCRE :
UN GROUPE SERA CONSTITUE POUR EXAMINER LES PERSPECTIVES
D'EVOLUTION DES MARCHES MAIS, EN DEBIT DE VIVES ATTAQUES, LES
REGLES DU PROTOCOLE DEMEURENT D'APPLICATION (FIXATION DES PRIX
GARANTIS ET NOUVELLES ALLOCATIONS).

STABEX :
LA COMMUNAUTE APPLIQUERA LE SYSTEME AUX EXPORTATIONS DE
HARICOTS TYPE NYEBE PAR LE NIGER VERS LES AUTRES ACP.

COOPERATION INDUSTRIELLE :
LE RAPPORT SUR LE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE A ETE ADOPTE.

ELARGISSEMENT :
EN ATTENDANT LA CONSULTATION DES ACP, LA COMMISSION POURSUIVRA
DE FACON REGULIERE LES CONTACTS TECHNIQUES AVEC EUX.

3.3 INDONESIE - ASEAN
(-----)

LE PRESIDENT THORN A EFFECTUE, DU 3 AU 6 MAI, UNE VISITE
OFFICIELLE A DJAKARTA A L INVITATION DU GOUVERNEMENT
INDONESIEN.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR L ETAT DES RELATIONS DE LA
COMMUNAUTE AVEC LA REPUBLIQUE D INDONESIE AINSI QU'AVEC
L ASEAN, DONT L'INDONESIE ASSURE LA PRESIDENCE ET SUR LES
PRINCIPAUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET POLITIQUES MONDIAUX.

LES DEUX PARTIES SE SONT FELICITEES DE L'ACCROISSEMENT
SIGNIFICATIF DES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA COMMUNAUTE ET
L'INDONESIE, AINSI QUE DE L'IMPORTANCE DE L'ASSISTANCE
TECHNIQUE ET FINANCIERE FOURNIE A L INDONESIE, TROISIEME
BENEFICIAIRE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE AUX PVD NON-ASSOCIES.

LES DEUX PARTIES ONT EXPRIME L'ESPOIR QU'A L'AVENIR, LEURS
RELATIONS SE RENFORCENT ENCORE DAVANTAGE. LE GOUVERNEMENT
INDONESIEN SOUHAITE EN PARTICULIER VOIR S ACCROITRE LES
INVESTISSEMENTS EUROPEENS.

LE PRESIDENT THORN A ANNONCE QUE LA COMMISSION AVAIT
L'INTENTION D OUVRIR AVANT LA FIN DE L'ANNEE UNE ANTENNE DE SON
BUREAU REGIONAL DE BANKOK A DJAKARTA.

SUR LE PLAN POLITIQUE, LE GOUVERNEMENT INDONESIEN S'EST
FELICITE DE L APPUI APORTE PAR LES DIX ETATS MEMBRES DE LA
COMMUNAUTE AUX EFFORTS DE L ASEAN EN FAVEUR D'UNE SOLUTION A LA
CRISE DU KAMPUCHEA.

3.4 COREE DU SUD
(-----)

LE PRESIDENT S'EST RENDU A SEOUL POUR UNE VISITE OFFICIELLE DE
3 JOURS (7-9 MAI).

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE
AVEC LA REPUBLIQUE DE COREE, AINSI QUE SUR LES PRINCIPAUX
PROBLEMES ECONOMIQUES ET POLITIQUES MONDIAUX.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE, LES DEUX PARTIES SE SONT DECLAREES
SATISFAITES DE L'EVOLUTION DES RELATIONS COMMERCIALES ET ONT
EXPRIME L'ESPOIR QUE CELLES-CI SE DEVELOPPENT DAVANTAGE DANS
LES DEUX SENS.

SUR LE PLAN POLITIQUE, LE GOUVERNEMENT COREEN S'EST FELICITE DE
LA SOLIDARITE MANIFESTEE A SON EGARD PAR L'EUROPE APRES
L INCIDENT AERIEN DU 31.8.1983 ET L'ATTENTAT DE RANGOON DU
9.10.1983.

TOUT COMME A DJAKARTA, LES DISCUSSIONS ONT EGALEMENT PORTE SUR
LA PREPARATION DU PROCHAIN SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES,
AINSI QUE SUR LES PERSPECTIVES D'UN EVENTUEL NOUVEAU ROUND DE
NEGOCIATIONS COMMERCIALES AU GATT. L'ACCENT A ETE MIS SUR LA
NECESSAIRE PREPARATION PREALABLE A TOUTE NOUVELLE NEGOCIATION,

AINSI QUE SUR LES REPERCUSSIONS QUE CELLES-CI ENTRAINERAIENT POUR LES PARTICIPANTS, Y COMPRIS LES PVD ET LES PAYS NOUVELLEMENT INDUSTRIALISES.

3. 5 AUTRICHE

(-----)

LE VICE PRESIDENT HAFERKAMP S'EST RENDU EN VISITE OFFICIELLE EN AUTRICHE LES 3 ET 4 MAI.

M. HAFERKAMP A RENCONTRE DES REPRESENTANTS DE TOUTES LES INSTITUTIONS DE L ETAT : IL A ETE RECU PAR LE PRESIDENT KIRCHSCHLAGER, A EU DES ENTRETIENS AVEC LE CHANCELIER SINOWATZ ET DIVERS MEMBRES DU GOUVERNEMENT, UNE SEANCE DE TRAVAIL AU PARLEMENT AVEC LE PRESIDENT BENYA ET DES REPRESENTANTS DE TOUTES LES FORMATIONS POLITIQUES, ET, ENFIN, UNE RENCONTRE AVEC LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE ECONOMIQUE.

LA VISITE DE M. HAFERKAMP SE PLACAIT SOUS LE SIGNE D UN RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE AVEC LES PAYS DE L'AELE AFIN DE CREER UN VERITABLE ESPACE EUROPEEN DANS LA LIGNE TRACEE LORS DE LA RENCONTRE MINISTERIELLE CE/AELE DU 9 AVRIL.

AVEC LES REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT, M. HAFERKAMP A ELABORE L APPROCHE COMMUNAUTAIRE QUANT AUX DOMAINES DE COOPERATION POSSIBLE REPRIS DANS LA DECLARATION CONJOINTE DE LUXEMBOURG.

EN OUTRE, ONT ETE DISCUTES LA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME (ROLL-BACK, OPPORTUNITE D UN NOUVEAU ROUND AU GATT), LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR DANS LA CE ET LES MODALITES D UNE PARTICIPATION AELE A CERTAINS ASPECTS DE CET EFFORT.

SUR LE PLAN BILATERAL LES PROBLEMES DE TRANSIT, L'ACCES AUX MARCHES PUBLICS ET CERTAINES QUESTIONS AGRICOLES ONT ETE SOULEVES.

LA VISITE S EST DEROULEE DANS UNE TRES BONNE ATMOSPHERE.

3.6 SUISSE

(-----)

LE VICE PRESIDENT HAFERKAMP S'EST RENDU EN VISITE OFFICIELLE EN SUISSE LES 7 ET 8 MAI. IL A ETE RECU PAR M. FURGLER, CONSEILLER FEDERAL RESPONSABLE POUR L ECONOMIE, SON HOTE, ET PAR M. AUBERT, CONSEILLER FEDERAL POUR LES RELATIONS EXTERIEURES. AU COURS D'UNE SEANCE DE TRAVAIL, LES MEMES THEMES DE CARACTERE GENERAL (SUITES DE LA RENCONTRE DE LUXEMBOURG, COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE) ONT ETE ABORDES.

DES QUESTIONS BILATERALES (ARBITRAGE, RESTRICTIONS QUANTITATIVES A L'EXPORTATION, ACCORD-CADRE DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, REGLES D'ORIGINE ET QUESTIONS D ENVIRONNEMENT) ONT EGALEMENT ETE DISCUTEES.

LA VISITE S'EST DEROULEE DANS D'EXCELLENTEES CONDITIONS. LES RELATIONS AVEC CE PAYS SE SONT DEVELOPPEES CES DERNIERES ANNEES D'UNE MANIERE PARTICULIEREMENT CONSTRUCTIVE.

P.S. TAXATION DU TRANSPORT ROUTIER EN SUISSE :
JEUDI, LE CONSEIL ' TRANSPORTS ' A MARQUE SON ACCORD SUR LA
REPONSE A LA LETTRE DE M. SCHLUMPF, CHEF DU DEPARTEMENT FEDERAL
DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

LA COMMUNAUTE RENOUVELLE SES SERIEUSES PREOCCUPATIONS QUANT AUX
MESURES QUI, EN CONDUISANT A UNE DOUBLE TAXATION DES VEHICULES
NE SONT PAS DE NATURE A FACILITER LE DEROULEMENT DU TRANSPORT
INTERNATIONAL EN EUROPE, NOTAMMENT LORS DU PASSAGE DES
FRONTIERES.

LA COMMUNAUTE COMPTE QUE LES AUTORITES HELVETIQUES VEILLERONT
AU RESPECT DU PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION ENTRE VEHICULES
SUISSSES ET ETRANGERS.

SUIVANT LA SUGGESTION HELVETIQUE, LA QUESTION DE LA TAXATION
POURRAIT ETRE EVOQUEE A L'OCCASION DE LA PROCHAINE CONFERENCE
MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES
TRANSPORTS QUI SE TIENDRA A OSLO EN MAI PROCHAIN.

3.7 INDE : JOINT COMMISSION (NEW DELHI 5/7 MAI)

(-----)
CETTE TROISIEME SESSION, OU LES DELEGATIONS ETAIENT CONDUITES
PAR LE MINISTRE INDIEN DU COMMERCE, M. V.P. SINGH ET PAR M.
RICHARD, A ETE L OCCASION POUR LES DEUX PARTIES D'EXPRIMER
L ESPOIR D'APPROFONDIR DANS LE FUTUR LEURS RELATIONS,
SPECIALEMENT DANS LES DOMAINES DU COMMERCE, DE LA COOPERATION
INDUSTRIELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET DU DEVELOPPEMENT.

LA DELEGATION INDIENNE A EXPOSE SON SOUCI POUR LA STAGNATION
PERSISTANTE DES EXPORTATIONS INDIENNES VERS LA COMMUNAUTE,
EXPRIMANT LE SOUHAIT QUE CELLE-CI AMELIORE L'ACCES A SON MARCHÉ
POUR CERTAINS PRODUITS, COMME LE TABAC DE VIRGINIE, LES
PRODUITS MARINS, LE CUIR, LE TEXTILE, LES FRUITS TROPICAUX ET
LE SUCRE.

LES DEUX PARTIES ONT EXPRIME LEUR SATISFACTION SUR LE ROLE DES
PROGRAMMES DE PROMOTION COMMERCIALE AUXQUELS PARTICIPE
ACTIVEMENT L'INDIAN TRADE CENTER A BRUXELLES. UN PROGRAMME DE
COOPERATION INDUSTRIELLE EN 1984 COMPORTERA DES ' INVESTMENT
WORK-SHOPS ', POUR DEUX SECTEURS ET UN SEMINAIRE SUR LE

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. UN NOUVEAU PROGRAMME DE COOPERATION
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE COMMENCANT EN 1984 A ETE ADOPTE IL
INCLUT NOTAMMENT LA COOPERATION DANS LES DOMAINES DE LA SANTE
ET DE L'AGRICULTURE TROPICALES, LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT ET L'ENERGIE.

AU TITRE DE LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE, LA
COMMISSION MIXTE A EXPRIME SA SATISFACTION POUR LE DEROULEMENT
DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL. LES DEUX PARTIES ONT
RECONNU LE CARACTERE SOUHAITABLE DU DEVELOPPEMENT D'UNE
COOPERATION TRIANGULAIRE AVEC D'AUTRES PAYS EN DEVELOPPEMENT.
ENFIN, LA PARTIE INDIENNE A EXPRIME SON INTERET POUR QUE SOIT
EXAMINEE LA POSSIBILITE POUR ELLE D UN ACCES AUX RESSOURCES DE
LA BANQUE EUROPEENNE.

International Telex
Western Union International, Inc.

International Telex
Western Union

3.8 CSCE : REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS

(-----)
(COOPERATION POLITIQUE)

UNE REUNION D EXPERTS SUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS S'EST TENUE A ATHENES DU 21 MARS AU 30 AVRIL, CONFORMEMENT AU DOCUMENT CONCLUSIF DE LA REUNION DE MADRID SUR LES SUITES DE LA CSCE. LES DIX Y ONT PRESENTE UNE PROPOSITION DE REGLEMENT DES DIFFERENDS PREVOYANT UNE METHODE FONDEE SUR LE RECOURS OBLIGATOIRE, SOIT A UNE PROCEDURE N ABOUTISSANT QU A UNE RECOMMANDATION (BONS OFFICES, MEDIATION, CONCILIATION), SOIT A UNE PROCEDURE ABOUTISSANT A UNE DECISION OBLIGATOIRE (ARBITRAGE). MALGRE DES DISCUSSIONS APPROFONDIES, EN RAISON DE L'OPPOSITION DES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE, IL N EST PAS APPARU POSSIBLE D'ABOUTIR A UN CONSENSUS SUR LE CONTENU D'UNE VERITABLE METHODE. LES DISCUSSIONS POURRONT TOUTEFOIS SE POURSUIVRE ULTERIEUREMENT DANS LE CADRE DE LA CSCE.

3.9 ONG EUROPEENNES

(-----)
LA COMMISSION A ADOPTE UN RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CREDITS DE 31,2 MIO ECUS (BUDGET 1983) MONTRANT QUE SI LES RELATIONS AVEC LES ONG SE SONT PRINCIPALEMENT DEVELOPPEES DANS LES DOMAINES DES COFINANCEMENTS DANS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, D'AUTRES DOMAINES IMPORTANTS ONT AUSSI ETE TRAITES : SENSIBILISATION DE L OPINION PUBLIQUE DANS LA COMMUNAUTE, AIDES ALIMENTAIRE ET D'URGENCE ET COORDINATION ENTRE LES ONG.

3.10 ACCORD INTERNATIONAL BLE

(-----)
LE CONSEIL A APPROUVE LA CONCLUSION DES PROTOCOLES DE 1981 PORTANT SUR LA SIXIEME PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE ET SUR LA PREMIERE PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L AIDE ALIMENTAIRE DE 1980.

3.11 CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

(-----)
UNE REUNION PREPARATOIRE S EST TENUE A ROME DU 30 AVRIL AU 3 MAI EN VUE DE PREPARER LES DEBATS DE LA SESSION MINISTERIELLE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION QUI DOIT SE TENIR DU 10 AU 15 JUIN PROCHAIN A ADDIS-ABEBA.

CETTE REUNION A ETE EN PARTICULIER L'OCCASION DE CONFIRMER LA SENSIBILISATION DE L ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A L'EGARD DES PROBLEMES ALIMENTAIRES DE NOMBREUSES REGIONS DU MONDE, ET PLUS PARTICULIEREMENT DE L AFRIQUE, EN MEME TEMPS QU ELLE A PERMIS DE FAIRE RESSORTIR UN INTERET DE PLUS EN PLUS LARGEMENT PARTAGE POUR L'APPROCHE DES STRATEGIES ALIMENTAIRES NATIONALES.

LA REUNION D ADDIS-ABEBA SERA, DANS LE CONTEXTE DIFFICILE DANS LEQUEL SE TROUVENT TANT DE PAYS AFRICAINS, ESSENTIELLEMENT AXEE SUR LES MOYENS DE FAIRE PROGRESSER DANS CES PAYS CE TYPE DE SOLUTIONS, SANS TOUTEFOIS MECONNAITRE LES DIMENSIONS PLUS LARGES (LIEES A L'EVOLUTION OU PLUTOT A L'ABSENCE D'EVOLUTION DU DIALOGUE NORD-SUD) DES PROBLEMES POSES (PROBLEMES DU COMMERCE ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE PRODUITS AGRICOLES, PROBLEMES DES TRANSFERTS DE RESSOURCES, DE LA DETTE ETC...).

LES RESULTATS DE LA SESSION MINISTERIELLE FERONT L'OBJET D UN RAPPORT EN FIN D ANNEE DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES.

3.12 DROIT DE LA MER : HAUTS FONCTIONNAIRES (PARIS 4 MAI)

(-----
LES HAUTS FONCTIONNAIRES ONT ESTIME LES RESULTATS DE LA SESSION
DE LA JAMAIQUE COMME RAISONNABLEMENT SATISFAISANTS, LES
NEGOCIATIONS AYANT LIEU AVEC UN CERTAIN SENS DE REALISME. UNE
BONNE PREPARATION POUR GENEVE EST NECESSAIRE.

IL SEMBLE QUE D'AUTRES PAYS DE LA COMMUNAUTE EN PLUS DES 5
PREMIERS POURRAIENT SIGNER LA CONVENTION A L'AUTOMNE, CE QUI
REPOSERA LE PROBLEME DE LA SIGNATURE DE LA COMMUNAUTE.

LA DELEGATION FRANCAISE A DIFFUSE LE TEXTE ANGLAIS D'UN DECRET
DE FEVRIER 84 DE L'URSS, CREANT UNE ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE
DE 200 MILES : UNE ETUDE APPROFONDIE SERA FAITE PAR LES
DELEGATIONS ET LA COMMISSION.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI A